

Cadeau

Pas de ruée sur les chèques-restaurants

Pour relancer les bistrotts, les Genevois peuvent profiter d'additions allégées de 25 francs, mais peu le savent.

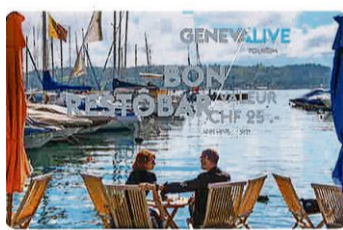
Éric Budry

Le 26 juin, le Grand Conseil a accepté d'accorder une enveloppe de 4,5 millions de francs à Genève Tourisme & Congrès (GT & C) afin de financer des mesures de soutien au secteur touristique (hôtellerie et restauration), en grande difficulté suite à la crise sanitaire. Parmi ces mesures, lancées par le conseiller d'État Pierre Maudet, figurent des chèques-restaurants, cafés ou bars d'une valeur de 25 francs destinés uniquement aux habitants du canton. Les Genevois ne se sont toutefois pas rués pour profiter de l'aubaine. Vraisemblablement avant tout par méconnaissance de la possibilité offerte et parce que nous sommes en période de vacances.

7670 résidents inscrits

Selon Genève Tourisme, en deux semaines et demie (depuis le lancement le 22 juillet), ce sont tout de même près de 7670 résidents genevois qui se sont inscrits pour recevoir leur carte «restôbar» (envoi par La Poste dans un délai d'une semaine). Sachant que l'offre est valable jusqu'à la fin du mois de septembre et qu'il est prévu de distribuer au maximum 40'000 de ces chèques, ce n'est donc finalement pas si mal.

«Nous sommes très satisfaits du fonctionnement de cette opération, que nous souhaitons la plus simple possible à mettre en place pour les établissements partenaires, commente du reste Hélène Lebrun, porte-parole de



Une carte «restôbar» d'un montant de 25 francs. DR

GT & C. Le nombre d'établissements inscrits continue d'augmenter. Aujourd'hui, ils sont près de 80 à l'avoir fait.

Détails de l'offre

Rappelons que les cartes de 25 francs sont à faire valoir sur une facture d'un montant minimum de 50 francs. Ainsi que l'a voulu le parlement. Il faut avoir

18 ans au minimum pour s'inscrire sur le site et chaque résident ne peut obtenir qu'une unique carte. Ce «rabais» n'est pas accordé dans tous les établissements du canton, seuls ceux qui se sont inscrits auprès de GT & C le font.

«Les cafetiers, restaurateurs et tenanciers de bars répondent présent, et reconnaissent le rôle es-

sentiel des Genevois dans le soutien direct à la branche, précise à ce sujet la porte-parole. Nous invitons ceux qui n'en ont pas encore eu l'occasion à s'inscrire via ce formulaire.»

Monté en un temps record

Malgré les efforts de promotion de Genève Tourisme, un petit sondage improvisé et absolument

pas scientifique autour du soussigné montre que l'information sur l'existence de ce chèque a peu circulé. «La promotion de l'opération bons restôbar est activée depuis son lancement officiel par voie de presse, le 22 juillet dernier, assure néanmoins Hélène Lebrun. L'activation digitale (contenus web et réseaux sociaux) amène régulièrement de nouvelles «vagues» d'inscription. Nous prévoyons un nouveau relais de l'information dans les médias locaux pour la rentrée à la fin août.»

Nous sommes très satisfaits du fonctionnement de cette opération»

Hélène Lebrun
Porte-parole de GT & C

Il est vrai qu'il serait injuste de critiquer GT & C pour une prétendue lenteur car la fondation a dû mettre tout cela sur pied en un temps record. «L'opération des bons restôbar pour les Genevois est l'un des quatre volets d'actions du plan de soutien au secteur touristique voté par le Grand Conseil, conclut la porte-parole. La Fondation Genève Tourisme & Congrès s'est vu confier l'organisation et la coordination de ces actions, au travers d'un contrat de prestation signé avec l'État début juillet. Les équipes de la fondation se sont attelées, en un temps très court, à identifier les contours logistiques de l'opération, à définir les conditions d'utilisation des bons, à communiquer aux partenaires pour les inciter à participer et à coordonner la gestion de l'opération. Pour le soutien logistique, nous faisons notamment appel à l'entreprise sociale PRO Genève.»

La Société des sourds de Genève veut ouvrir un bistrot

Intégration des handicapés

L'objectif est, entre autres, de donner du travail aux malentendants et favoriser les échanges avec la population entendant.

Commander son plat du jour en langue des signes ou en s'exprimant avec des gestes, cette expérience sera bientôt possible pour tous les Genevois, grâce à un projet porté par la Société des sourds de Genève (SSG). «Nous souhaitons en effet ouvrir un restaurant en ville où la gestion et le service seront entièrement assurés par des personnes sourdes ou malentendantes», indique son président, Mehari Afewerki.

L'idée trottait dans la tête de la SSG depuis quelque temps déjà. «Elle découle d'une situation concrète, à savoir que le marché du travail est jonché d'obstacles pour les sourds, poursuit-il. Cela même si la langue des signes est officiellement reconnue dans la Constitution genevoise entrée en vigueur en 2013.» Plus précisément dans son article 16, alinéa 3.

Outre fournir du travail - et une formation, car des stages sont prévus - aux personnes souffrant de surdité, le concept poursuit d'autres objectifs. «D'abord montrer que les sourds ont des com-



Les porteurs du projet, Élodie Ernst et Mehari Afewerki. x.l.

pétences professionnelles et peuvent communiquer et travailler avec les entendants, ensuite promouvoir la langue des signes auprès de la population, enfin favoriser la diversité et l'égalité à travers des échanges entre entendants et malentendants», détaille Élodie Ernst, responsable communication pour le projet Vroom. Vroom, un drôle de nom pour un restaurant? «Il symbolise le bruit, donc aussi, par association d'idées, le silence dans lequel sont plongés les malentendants.»

«Ce type de restaurant serait une première pour Genève et la Suisse, mais il en existe déjà ailleurs, notamment en France», indique Mehari Afewerki. Le lieu n'est pas en-

core arrêté, «il se situera probablement du côté de Plainpalais et pourra accueillir une cinquantaine de clients. Nous attendons une réponse très prochainement», précise-t-il. Le financement par *crowdfunding*, qui se terminera le 30 septembre, donne des résultats encourageants. «Nous avons déjà réuni 70% des 300'000 francs nécessaires à l'aménagement particulier des lieux», informe Élodie Ernst. Par exemple des tables rondes, pratiques pour communiquer par langue des signes vu que les convives ne sont pas assis côte à côte, de la vaisselle et du mobilier peu bruyants pour rester dans l'ambiance, des cuisines adaptées, des iPad pour les commandes, etc.

Des contreparties sont proposées aux donateurs, tels un apéritif, un menu pour deux personnes ou encore un cours de langue des signes. «Dans un premier temps, nous pensons engager quatre à cinq serveurs sourds et former des jeunes aux métiers de la cuisine. Laquelle sera axée sur des produits de la région», relève encore Mehari Afewerki. Le budget global s'élève à 1,2 million de francs. L'ouverture de Vroom est prévue pour le printemps prochain. **Xavier Lafargue**

Financement participatif, infos sur lokalhelden.ch/fr/restaurant-gere-par-des-sourds

Les TPG vont enfin mettre en service leur colossal dépôt

Complexe Le site d'En Chardon, aux confins de Vernier et Meyrin, sera exploité dès le 24 août. Une seconde étape est fixée le 26 octobre.

C'est un pas de géant pour les Transports publics genevois (TPG). Après deux reports, la régie publique mettra en service son centre d'En Chardon à partir du 24 août. La nouvelle a été annoncée mardi au personnel.

Le bâtiment, géant semi-enterré de 80'000 mètres carrés pouvant abriter 70 trams et 130 bus ainsi que des ateliers de maintenance, est voué à devenir le plus important centre des TPG. Devançant le Bachet et la Jonction, il concernera la moitié du personnel.

Chantier retardé

Sa genèse aura été rude. Les travaux ont démarré en 2013, avec un budget de 330 millions de francs, manne pharaonique due à la complexité du site, voisin de l'axe d'atterrissage de Cointrin.

Le complexe devait être mis en service en décembre 2019, mais un semestre plus tôt, un scandale a éclaté au sujet de l'électricien italien qui avait

remporté le mandat à un tarif alors jugé effarant par ses rivaux locaux.

Les syndicats avaient découvert que ses ouvriers voyaient leurs salaires, normaux sur le papier, ponctionnés par un intermédiaire italien. Le chantier fut retardé et la mise en service différée à avril 2020. Entretemps, le coronavirus a frappé. L'État a bouclé les chantiers, forçant à revoir leurs planifications.

«La transition permettra de réaliser les derniers ajustements nécessaires sur le site»

Les TPG

Les derniers tests (sur le système électrique, justement, ou sur l'accès des engins par la route de Meyrin) motivent le feu vert. La mise en service se fera en deux étapes. Dès le 24 août, 17 trams et 22 bus auront leur port d'attache à En Chardon.

À la rentrée d'automne, le 26 octobre, l'effectif passera à 45 trams et 130 bus. La transition «permettra de réaliser les derniers ajustements nécessaires sur le site», «d'assurer un basculement progressif en toute sécurité», indiquent les TPG, qui pourront «garantir dans l'intervalle l'offre promise à leurs clients».

Une base sur la Rive droite

Ces étapes coïncident avec des modifications des horaires, ce qui n'est pas un hasard. En effet, la mise en service du dépôt oblige à revoir les trajets des véhicules qui y sont affectés en début et en fin de service. Pour la première fois, les TPG auront une base sur la Rive droite.

Les retards pris dans les travaux ont un coût, jugé à une dizaine de millions de francs. Les TPG sont toujours en litige avec le premier électricien auquel ils avaient attribué le mandat.

«Le cas de l'entreprise chargée des installations électriques reste dans l'attente de la conclusion de différentes procédures judiciaires, indique François Mutter, au nom de la régie publique. Nous ne sommes pas autorisés dans ces conditions à commenter ce volet.»

Marc Moulin